



LUXDEV

RAPPORT FINANCIER 2014



sommaire

04

LE RAPPORT DE GESTION

06

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE

12

RAPPORT DU RÉVISEUR
D'ENTREPRISES AGRÉÉ

14

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014

16

COMPTES DE
PROFITS ET PERTES

18

ANNEXES AUX
COMPTES ANNUELS

le rapport de gestion

Situation de la société

En 2014, l'Agence a été mandatée pour mettre en œuvre 86 projets et programmes pour divers bailleurs qui se répartissent comme suit : 78 projets pour l'État luxembourgeois (note 19.1), huit projets pour le compte de divers autres bailleurs (cinq sous forme de coopérations déléguées et trois pour des bailleurs tiers sans lien avec la Coopération luxembourgeoise) (note 19.2).

Le total des déboursements effectués dans l'intérêt des 86 projets et programmes mis en œuvre par l'Agence s'est élevé à 89 434 176,85 EUR (88 341 954,27 EUR en 2013). Ce montant se compose comme suit :

- projets financés par le Fonds de la coopération : 81 000 055,35 EUR (79 980 160,95 EUR en 2013) ;
- projets financés par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures : 400 459,13 EUR (302 314,11 EUR en 2013) ;
- coopérations déléguées : 3 918 954,86 EUR (6 520 512,35 EUR en 2013) ;
- opérations pour bailleurs tiers (sans lien avec la Coopération luxembourgeoise) et assimilées : 4 114 707,51 EUR (1 538 966,86 EUR en 2013).

Lors de sa réunion du 16 décembre 2013, le Conseil d'Administration avait approuvé un budget de 9 693 235 EUR hors TVA en faveur de l'Agence pour l'exercice 2014. Ce budget couvre les frais de fonctionnement de l'Agence en relation avec la mise en œuvre des 78 projets et programmes pour compte de l'État luxembourgeois. Au 31 décembre 2014, l'Agence avait appelé 9 493 235 EUR hors TVA, soit 200 000 EUR en moins que le budget approuvé. Conformément aux stipulations du Protocole entre l'État et l'Agence, la partie du budget appelée, mais non déboursée au 31 décembre 2014, soit 611 677,23 EUR hors TVA (111 921,86 EUR hors TVA en 2013), sera déduite du 2^e appel de fonds de 2015.

En conclusion, le Fonds de la Coopération a contribué en 2014 à hauteur de 8 881 557,77 EUR hors TVA (9 348 333,14 EUR hors TVA en 2013) au budget de l'Agence (note 15).

L'Agence met également en œuvre des projets pour le compte de divers autres bailleurs. Dès la clôture de l'exercice 2014, l'Agence a décidé de constater annuellement comme « produit » (au niveau des Pertes et Profits), la partie de la rémunération nette qui correspond à l'état d'avancement des projets pour compte de divers autres bailleurs (proportionnellement aux déboursements effectués sur l'année).

L'exercice 2014 se clôture avec un bénéfice de 7 382,26 EUR après impôts.

Au 31 décembre, l'Agence comptait 109 collaborateurs (115 au 31 décembre 2013), qui se répartissaient comme suit : 52 au Siège et 57 sur le Terrain (y compris dans les six Bureaux régionaux).

L'Agence opère des Bureaux régionaux à Praia, Dakar, Ouagadougou, Pristina, Hanoï et Managua.

En 2014, comme l'année précédente, les pays partenaires privilégiés étaient au nombre de neuf :

Cap-Vert, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Vietnam, Laos, Nicaragua et El Salvador. L'Agence est également opérationnelle dans cinq autres pays, à savoir au Myanmar, au Kosovo, au Monténégro, en Serbie et en Mongolie.

le rapport de gestion

Évolution des affaires

Pour 2015, le Ministère des Affaires étrangères a mis à disposition à l'Agence une enveloppe de 78 167 227 EUR (81 000 000 EUR en 2014) pour l'exécution des projets et programmes.

Pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec la mise en œuvre des projets et programmes pour l'État Luxembourgeois, ce dernier a mis à disposition de l'Agence pour 2015 un budget, approuvé par le Conseil d'Administration, de 9 950 800 EUR hors TVA (9 693 235 EUR en 2014).

Pour ce qui concerne les opérations pour divers autres bailleurs, l'Agence estime à 10 000 000 EUR les déboursements pour 2015. Il est prévu que les produits réalisés sur ces opérations couvrent l'ensemble des charges y rattachées.

En 2015, l'Agence ne prévoit pas de changement au niveau du nombre de ses collaborateurs.

Évènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Il n'y a pas d'évènements importants survenus après la clôture de l'exercice.

Principaux risques et incertitudes

L'Agence dispose d'un dispositif de gestion des risques, incluant une méthode d'analyse des risques, l'identification des principaux risques pouvant survenir lors de la mise en œuvre des projets et programmes ainsi que l'évaluation des risques et contrôles, et leur suivi.

Comme principaux risques à surveiller, l'Agence a identifié le risque financier/comptable, le risque de fraude/corruption, le risque en relation avec les passations de marché et le risque d'insécurité.

L'Agence a constitué des provisions d'un montant de 390 308 EUR pour couvrir les risques et charges en rapport avec les projets exécutés sous mandat pour divers autres bailleurs.

Luxembourg, le 20 mai 2015

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

compte-rendu analytique

1. PRODUITS

1.1. MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En date du 16 décembre 2013, le Conseil d'Administration a approuvé le budget 2014 de l'Agence qui se chiffre à 9 693 235 EUR HTVA. Au 31 décembre 2014, l'Agence avait appelé des avances pour 9 493 235 EUR hors HTVA, soit 200 000 EUR en moins que le budget approuvé. Conformément à la Convention qui lie l'Agence à l'État, le solde des avances non déboursées au 31 décembre 2014, soit 611 677,23 EUR HTVA, sera déduit du 2^e appel de fonds en 2015. En conclusion, le Fonds de la Coopération a contribué à hauteur de 8 881 557,77 EUR hors TVA (9 348 333,12 EUR hors TVA en 2013) aux frais de fonctionnements de l'Agence.

Pour la mise en œuvre des projets financés pour divers autres bailleurs, l'Agence a constaté des produits se chiffrant à 711 445,19 EUR.

Le montant total net du chiffre d'affaires de l'Agence pour l'exercice 2014 s'élève dès lors à 9 593 002,96 EUR

1.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

L'Agence a comptabilisé divers autres revenus pour un montant total de 58 626,06 EUR (104 006,28 EUR en 2013), qui se composent comme suit : une indemnité pour la coordination du projet AAA/312 (10 000 EUR); produits de cessions d'actif (1 217,58 EUR); indemnités d'assurance (1 980,97 EUR); divers autres revenus (7 474,30 EUR); remboursement de TVA (338,76); reprise sur provisions d'exploitation (30 407,15 EUR) et une reprise partielle de la provision pour congés non pris (7 207,30 EUR).

En 2014, l'Agence a mis à la disposition des projets et programmes – mis en œuvre pour compte de l'État – des collaborateurs de l'Agence, dont les frais réels ont été refacturés aux projets et programmes concernés pour un montant total de 647 189,93 EUR (602 699,21 EUR en 2013).

Dans le cadre de l'exécution de son programme Assistants techniques juniors (ATJ), le Ministère des Affaires étrangères a donné mandat à l'Agence pour la mise en œuvre d'un projet couvrant la gestion des stagiaires sélectionnés (AAA/313). Les frais de gestion de ces stagiaires ont été refacturés aux frais réels au Ministère des Affaires étrangères pour un montant total de 369 176,23 EUR (351 966,52 EUR en 2013).

Aucun produit résultant d'opérations pour compte de consortiums n'a été constaté au 31 décembre 2014 (527 170,47 EUR en 2013).

La somme des autres produits d'exploitation de l'Agence pour l'exercice 2014 s'élève dès lors à 1 074 992,22 EUR (1 585 842,48 EUR en 2013).

1.3. AUTRES INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS FINANCIERS

L'Agence a perçu des intérêts des établissements bancaires en 2014 d'un montant de 4 288,44 EUR (4 579,21 EUR en 2013) et a réalisé des gains de change de 6 186,02 EUR (450,45 EUR en 2013) soit un total de 10 474,46 EUR (5 029,66 EUR en 2013).

compte-rendu analytique

1.4. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le décompte de l'Administration de l'Enregistrement pour l'exercice 2012 et 2013 a engendré un produit sur TVA d'un montant de 35 969,43 EUR pour les exercices 2012 et 2013.

La somme des Produits exceptionnels s'établit dès lors à 35 969,43 EUR (1 199,50 EUR en 2013).

2. CHARGES

2.1. AUTRES CHARGES EXTERNES

Parmi les charges externes, il y a lieu de relever quatre postes qui représentent 73,62 % de l'ensemble des charges externes de l'Agence, à savoir :

- le loyer du Siège et des Bureaux régionaux pour un montant de 796 410,13 EUR (790 143,13 EUR en 2013);
- les frais de missions pour un montant de 438 213,19 EUR (607 294,61 EUR en 2013);
- les honoraires pour un montant de 157 105,18 EUR (84 638,03 EUR en 2013);
- les frais liés au détachement du personnel expatrié 488 581,73 EUR (314 795,15 EUR en 2013).

Les autres charges externes, pour un montant total de 673 618,70 EUR (741 703,22 EUR en 2013), se composent principalement des frais postaux et accès internet, de documentations, des assurances, des contrats de maintenance et des frais de formation.

La somme des charges s'élève dès lors à 2 553 928,93 EUR (2 538 574,14 EUR en 2013).

2.2. LE PERSONNEL

Les frais de personnel en 2014 se composent comme suit :

- salaires et charges du personnel Siège pour un montant de 4 618 413,10 EUR (4 661 008,81 EUR en 2013);
- salaires et charges du personnel de nos Bureaux régionaux (expatriés et personnel local) pour un montant de 1 812 883,28 EUR (1 758 093,44 EUR en 2013);
- les salaires et charges de la mise à disposition de personnel aux projets et programmes s'élèvent à 647 189,73 EUR (602 699,21 EUR en 2013);
- les salaires et charges des stagiaires (programme ATJ) s'élèvent à 369 176,23 EUR (351 966,52 EUR en 2013);
- pensions complémentaires pour un montant de 174 214,05 EUR (157 067,12 EUR en 2013).

Le montant total des frais de personnel de l'Agence pour l'exercice 2014 s'élève dès lors à 7 621 876,39 EUR (7 530 835,10 EUR en 2013).

compte-rendu analytique

Au 31 décembre 2014, les effectifs de l'Agence étaient répartis comme suit : (hors congé maternité, maladie longue durée, congé parental et congé sans solde)

	01.01.2014	31.12.2014	Variations
PERSONNEL SIÈGE	52	51	-1
Direction générale	2	2	0
Direction des Opérations	1	1	0
Direction Expertise & Qualité	1	1	0
Direction Ressources humaines	1	1	0
Communication	2	2	0
Expertise, Qualité et Évaluation	8	8	0
Ressources humaines	6	5	-1
Opérations	15	15	0
Procédures et Contrats d'Achats	7	7	0
Comptabilité & Finances	4	4	0
Gestion des Risques	0	0	0
Informatique	4	4	0
Secrétariat	1	1	0
PERSONNEL BUREAUX RÉGIONAUX	43	42	-1
Personnel expatrié	10	10	0
Personnel local	33	32	-1
PERSONNEL MIS A DISPOSITION AUX PROJETS	7	5	-2
Personnel mis à disposition au Siège	2	1	-1
Personnel mis à disposition au Terrain	5	4	-1
STAGIAIRES	9	10	1
TOTAL	111	108	-3

2.3. CORRECTIONS DE VALEURS

L'Agence a comptabilisé pour l'exercice 2014 des corrections de valeur pour un montant total de 109 210,95 EUR (103 131,92 EUR en 2013).

compte-rendu analytique

2.4. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Conformément à la nouvelle approche comptable en relation avec les marges générées sur les opérations pour divers autres bailleurs, une provision pour risques et charges a été constituée en 2014, qui s'élève à 390 308,00 EUR. La provision pour litiges en cours s'élève à 4 054,95 EUR (184 019,09 EUR en 2013) et la taxe sur les véhicules s'élève à 184,91 EUR (517,08 EUR en 2013).

Le total des autres charges s'élève donc à 394 547,86 EUR (259 563,40 EUR en 2013).

2.5. INTÉRÊTS ET CHARGES FINANCIÈRES

L'Agence a payé en 2014 des frais bancaires facturés par les établissements bancaires d'un montant de 9 537,12 EUR (8 448,05 EUR en 2013) et a subi des pertes de change de 7 648,48 EUR (10 687,99 EUR en 2013). Le total des intérêts et charges financières s'élève donc à 17 185,60 EUR (19 136,04 EUR en 2013).

2.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES

L'Agence a comptabilisé des cessions d'actif pour un montant de 1 072,57 EUR (17 842,27 EUR en 2013). De plus, l'Agence a comptabilisé en charges exceptionnels un montant de 1 342,10 EUR (19 178,65 EUR en 2013) correspondant à l'annulation de factures non payées. Le total des charges exceptionnelles s'élève donc à 2 414,67 EUR (37 020,92 EUR en 2013).

2.7. IMPÔTS

L'Agence a comptabilisé au titre de l'année 2014, 2 062,41 EUR (147 684,32 EUR en 2013) d'impôts. L'impôt sur la fortune pour 2014 s'élève à 5 830,00 EUR (4 350,00 EUR en 2013).

3. ACTIF

Les immobilisations incorporelles et corporelles de l'Agence s'élèvent à 280 612,18 EUR en 2014 (265 892,29 EUR en 2013).

Les créances de l'Agence résultant de ventes et de prestations de services s'élèvent à 178 660,97 EUR au 31 décembre 2014 (125 443,44 EUR en 2013) et se composent des créances de projets et programmes (25 000 EUR); des créances de divers clients (136 609,54 EUR) ; des créances de nos Bureaux régionaux (15 727,72 EUR) ; et des fonds à recevoir du Ministère du Travail (1 323,71 EUR).

Les autres créances s'élèvent à 36 225,67 EUR (21 661,00 EUR en 2013), il s'agit des avances payées pour l'impôt sur le revenu (5 350,00 EUR) et l'impôt sur la fortune (5 830,00 EUR) ainsi que des impôts payés en trop (3 418,30 EUR), de la TVA à recevoir (21 536,41 EUR) et des fonds à recevoir de la Caisse de Mutualité (90,96 EUR).

Les avoirs en banque de l'Agence s'élèvent à 2 778 882,44 EUR au 31.12.2014 (2 407 719,83 EUR en 2013).

compte-rendu analytique

Le compte de régularisation de l'actif affiche un solde de 88 474,77 EUR au 31.12.2014 (54 953,09 EUR en 2013). Il s'agit des charges payées d'avance pour les abonnements 2015 du Siège (25 654,92 EUR) ; des charges payées d'avance pour divers autres bailleurs (22 963,60 EUR) des charges payées d'avance par nos Bureaux régionaux (39 856,25 EUR).

En conséquence, le total de l'actif s'établit à 3 362 856,03 EUR au 31.12.2014 (2 875 669,65 EUR en 2013).

4. PASSIF

Les capitaux propres s'élèvent à 1 173 804,77 EUR au 31.12.2014 (1 166 422,51 EUR en 2013).

En 2014, les résultats reportés s'élèvent à 852 772,51 EUR suite à l'intégration du bénéfice de 2013 de 300 108,92 EUR. Le capital de l'Agence et ses réserves s'élèvent à 313 650,00 EUR.

L'exercice 2014 se clôture avec un bénéfice de 7 382,26 EUR après impôts, qui se compose de la différence entre d'un côté les Produits réalisés sur divers autres bailleurs et de l'autre côté des Charges connexes de 305 862,52 EUR, des Provisions pour risques et charges de 390 308 EUR et des Provisions pour impôts de 7 892,41 EUR.

Les provisions s'établissent à 1 068 019,33 EUR au 31.12.2014 (859 231,64 EUR en 2013). Ce montant se compose des provisions pour litiges (146 285,89 EUR) ; des provisions pour risques et charges en relation avec les opérations pour divers autres bailleurs (390 308,00 EUR) ; des provisions pour impôts (7 892,41 EUR) ; des provisions pour congés non pris (89 018,61 EUR) ; des provisions pour la taxe rémunératoire de 0,9 % couvrant la période 2001 à 2014 (4 140,57 EUR) ainsi que de la rémunération variable 2014 (430 373,85 EUR).

Les dettes sur achats et prestations de services de l'Agence, avec échéance inférieure à un an, s'élèvent à 190 577,50 EUR (228 319,32 EUR en 2013). Ce montant se compose des factures de nos fournisseurs restant à payer au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2014, l'Agence a des dettes fiscales envers l'Administration de l'Enregistrement de 17 987,95 EUR (119 890,16 EUR en 2013) et envers la Sécurité sociale de 155 433,23 EUR (287 803,93 EUR en 2013).

En 2014, l'Agence n'a aucune autre dette dans ses comptes.

Le compte de régularisation du passif affiche un solde de 757 033,25 EUR au 31.12.2014 (138 974,86 EUR en 2013). Il s'agit de la partie du budget des frais de fonctionnement de l'Agence appelée, mais non déboursée, pour un montant de 703 428,81 EUR (128 710,14 EUR en 2013), d'un produit constaté d'avance d'un client (500,00 EUR) et des charges payées d'avance par les Bureaux régionaux de 11 025,81 EUR, ainsi que le produit constaté d'avance de divers autres bailleurs pour un montant de 42 078,63 EUR.

En conséquence, le total du passif s'établit à 3 362 856,03 EUR au 31.12.2014 (2 875 669,65 EUR en 2013).

Luxembourg, le 20 mai 2015

La Direction générale de Lux-Development S.A.



rapport du réviseur d'entreprises agréé

**Aux Actionnaires de
Lux-Development S.A.
10, rue de la Grève
L-1643 Luxembourg**

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée générale des actionnaires, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Lux-Development S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement et la présentation de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique ainsi que de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

rapport du réviseur d'entreprises agréé

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Lux-Development S.A. au 31 Décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé



Yves EVEN

Luxembourg, le 20 mai 2015

bilan au 31 décembre 2014

ACTIF	Note(s)	31.12.2014 (EUR)	31.12.2013 (EUR)
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles	2.2, 3.1		
Concessions, brevets, licences et marques		1 370,16	487,87
Immobilisations corporelles	2.3, 3.2		
Terrains et constructions		33' 135,21	18 219,10
Autres installations, outillage et mobilier		246 106,81	247 185,32
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		280 612,18	265 892,29
ACTIF CIRCULANT			
Créances	2.4		
Créances résultant de ventes et de prestations de services			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4.1	178 660,97	125 443,44
Autres créances			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4.2	36 225,67	21 661,00
Avoirs en banques, Avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		2 778 882,44	2 407 719,83
TOTAL ACTIF CIRCULANT		2 993 769,08	2 554 824,27
COMPTES DE RÉGULARISATION	5	88 474,77	54 953,09
TOTAL DE L'ACTIF		3 362 856,03	2 875 669,65

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

bilan au 31 décembre 2014

PASSIF	Note(s)	31.12.2014 (EUR)	31.12.2013 (EUR)
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit	6	250 000,00	250 000,00
Réserves			
- réserve légale	7	25 000,00	25 000,00
- autre réserve	8	38 650,00	38 650,00
Résultats reportés	9	852 772,51	552 663,59
Résultat de l'exercice		7 382,26	300 108,92
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 173 804,77	1 166 422,51
PROVISIONS			
Provisions pour impôts		7 892,41	152 034,32
Autres provisions	2.6, 10	1 060 126,92	707 197,32
TOTAL PROVISIONS		1 068 019,33	859 231,64
DETTES NON SUBORDONNÉES	11		
Dettes sur achats et prestations de services			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		190 577,50	228 319,32
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale			
- dettes fiscales		17 987,95	119 890,16
- dettes au titre de la sécurité sociale		155 433,23	287 803,93
Autres dettes			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		-	75 027,23
TOTAL DETTES		363 998,68	701 263,56
COMPTES DE RÉGULARISATION	5	757 033,25	138 974,86
TOTAL DU PASSIF		3 362 856,03	2 875 669,65

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

compte de profits & pertes

POUR L'EXERCICE SE CLÔTURANT AU 31 DÉCEMBRE 2014

CHARGES	Note(s)	2014 (EUR)	2013 (EUR)
CHARGES			
Autres charges externes	2.6	2 553 928,93	2 538 574,14
Frais de personnel	12		
Salaires et traitements		6 589 667,81	6 506 849,70
Charges sociales couvrant les salaires et traitements		857 994,53	866 918,28
Pensions complémentaires		174 214,05	157 067,12
		7 621 876,39	7 530 835,10
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	3	109 210,95	103 131,92
Autres charges d'exploitation	2.6, 13	394 547,86	259 563,40
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		17 185,60	19 136,04
Charges exceptionnelles	14	2 414,67	37 020,92
Impôts sur le résultat		2 062,41	147 684,32
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		5 830,00	4 350,00
Bénéfice de l'exercice		7 382,26	300 108,92
TOTAL DES CHARGES		10 714 439,07	10 940 404,76

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

compte de profits & pertes

POUR L'EXERCICE SE CLÔTURANT AU 31 DÉCEMBRE 2014

PRODUITS	Note(s)	2014 (EUR)	2013 (EUR)
PRODUITS			
Montant net du chiffre d'affaires	15	9 593 002,96	9 348 333,12
Autres produits d'exploitation	16	1 074 992,22	1 585 842,48
Autres intérêts et autres produits financiers autres intérêts et produits financiers		10 474,46	5 029,66
Produits exceptionnels	14	35 969,43	1 199,50
TOTAL DES PRODUITS		10 714 439,07	10 940 404,76

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2014

NOTE 1 - GÉNÉRALITÉS

L'Agence luxembourgeoise pour la Coopération économique internationale, en abrégé «Lux-Development S.A.» («l'Agence») a été constituée le 9 août 1978, pour une durée illimitée sous forme de société à responsabilité limitée. Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 décembre 1998, la raison sociale de l'Agence avait été transformée en société anonyme. Le siège social de l'Agence est établi à Luxembourg.

Selon l'article 2 de ses statuts, l'Agence a pour objet la mise en œuvre, pour compte de l'État du Grand-Duché de Luxembourg et dans le cadre de la politique luxembourgeoise de coopération au développement, de projets et programmes de coopération bilatérale.

Au-delà de cette tâche principale, l'Agence peut être chargée par l'État du Grand-Duché de Luxembourg d'opérations ponctuelles en matière d'aide d'urgence, d'autres tâches dans le domaine de la coopération au développement et de toutes autres missions de coopération internationale.

Sur mandat du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois (note 15), l'Agence met en œuvre des projets de coopération aux développements bilatéraux et intergouvernementaux financés par le Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, sur base d'un accord du Ministre de la Coopération au Développement et de l'Action humanitaire, l'Agence peut également mettre en œuvre des projets et programmes pour d'autres organismes nationaux et internationaux.

L'Agence peut accomplir, au Luxembourg et à l'étranger, toutes opérations, prospectives ou consultatives, financières, commerciales ou techniques, mobilières ou immobilières, se rapportant directement à son objet ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation.

L'Agence réalise son objet social conformément à la Convention avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg signée le 20 octobre 2008, complétée par un Protocole d'Accord avec l'État, signé le 23 novembre 2012.

L'Agence agit en tant que mandataire de l'État du Grand-Duché de Luxembourg. L'État Luxembourgeois met à disposition de l'Agence un budget annuel pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec les projets et programmes mis en œuvre pour le compte de l'État, pour lesquels l'Agence tient à jour un suivi financier (voir 19.1).

L'Agence peut également agir comme mandataire pour d'autres organismes nationaux et internationaux. L'Agence tient à jour un suivi financier (voir 19.2) des projets mis en œuvre pour ces divers autres bailleurs. Ces prestations fournies par l'Agence à ces divers autres bailleurs font l'objet d'une rémunération.

Aux mêmes conditions que celles définies à l'alinéa précédent, l'Agence peut entrer en relation avec des entreprises, groupements ou associations ayant un objet analogue, similaire ou connexe en vue de favoriser la réalisation de son objet social.

L'Agence intègre dans ses comptes annuels les actifs, passifs, charges, produits et engagements hors bilan relatifs au Siège et à ses Bureaux régionaux basés à Praia, Dakar, Ouagadougou, Pristina, Hanoï et Managua.

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2014

NOTE 2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Agence sont établis conformément aux dispositions de la législation luxembourgeoise et aux pratiques comptables généralement admises au Luxembourg.

2.1. CONVERSION DES DEVISES

L'Agence tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Pour les Bureaux régionaux tenant une comptabilité dans une autre devise que l'EUR, la conversion à la date de clôture du bilan se fait suivant les principes suivants :

- les actifs immobilisés libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction ;
- les créances et avoirs en banques faisant partie de l'actif circulant ainsi que les autres dettes à court terme exprimés dans une autre devise que l'EUR sont valorisés sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les autres postes de l'actif et du passif exprimés dans une devise autre que l'EUR sont convertis individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de la valeur au cours de change historique ou de la valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les produits et les charges exprimés dans une devise autre que l'EUR sont convertis dans la devise du bilan au cours de change de fin de mois.

Ainsi, seuls sont comptabilisés au compte de profits et pertes les bénéfices et pertes de change réalisés ainsi que les pertes de change non réalisées.

2.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Elles font l'objet de corrections de valeur linéaires sur quatre ans.

2.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur prix d'acquisition et font l'objet de corrections de valeur sur la durée normale d'utilisation du bien.

Les taux de dépréciation utilisés par l'Agence sont les suivants :

Matériel informatique	33,33%
Mobilier de bureau	25%
Matériel divers	25%
Matériel roulant	20% et 25%
Frais d'aménagement et de décoration des locaux loués	12,50%

annexe aux comptes annuels (suite)

31 décembre 2014

2.4. CRÉANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. En cas de perte probable, une correction de valeur est enregistrée.

2.5. DETTES

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

2.6. COOPÉRATIONS DÉLÉGUÉES

Le Protocole d'Accord signé le 28 novembre 2012, stipule dans l'annexe IX :

- « Est à considérer comme coopération déléguée toute opération confiée à l'Agence par un bailleur autre que l'État luxembourgeois dans un pays partenaire ou pays à projets. Lorsque le Ministère accepte d'attribuer à l'Agence une opération de cette nature, elle est à considérer comme prolongement de la Coopération luxembourgeoise. Différentes modalités d'exécution sont envisageables et elles feront systématiquement l'objet d'un accord entre le Ministère et l'Agence, notamment pour ce qui est de la participation de représentants du Ministère dans le comité de pilotage de l'opération en question. »
- « Lorsque l'Agence réalise, seule ou en consortium, des opérations pour bailleurs tiers qui n'ont pas de lien avec la Coopération luxembourgeoise (hors pays partenaires et pays à projets, hors tout (co) financement de fonds publics luxembourgeois), elle rétrocédera à l'avenir 1/5^e et/ou 4/5^e du bénéfice réalisé. »

Jusqu'en 2013, les rémunérations nettes furent reconnues dans les états financiers de l'Agence à l'achèvement du projet, et plus précisément à la réception du quitus. Les produits ainsi constatés donnaient lieu à une rétrocession après impôts à l'État (4/5^e pour les coopérations déléguées et 1/5^e pour les bailleurs tiers).

Dès la clôture de l'exercice 2014, l'Agence constate annuellement comme « produit » (au niveau du compte de profits et pertes), la partie de la marge qui correspond à l'état d'avancement du projet sous-jacent (proportionnellement aux déboursements effectués sur l'année). Les charges pour les divers autres bailleurs ainsi que les provisions pour risques sont constatées annuellement sur base d'une comptabilité analytique et permettent de dégager une rémunération nette.

Par ailleurs, l'Agence a décidé d'analyser et d'estimer les risques en relation avec les projets pour les divers autres bailleurs. Sur base des expériences du passé, de l'analyse des risques généraux et par projet, l'Agence a retenu le principe d'une constitution de provision forfaitaire pour ces projets, à l'exception des projets pour lesquels l'Agence dispose d'informations précises lui permettant de constituer des provisions individuelles dès la clôture de chaque exercice comptable. Ces risques sont évalués sur une base annuelle.

Il s'agit entre autres :

- des risques d'inéligibilités sur les différents coûts encourus, même après la clôture d'un projet jusqu'à la réception du quitus. La Commission européenne p.ex. peut procéder à un audit jusqu'à sept ans après la clôture d'un projet ;
- des risques de pertes dans l'exécution des projets, en cas de budgétisation trop optimiste ;
- d'autres risques rencontrés en cours d'exécution d'un projet.

annexe aux comptes annuels (suite)

31 décembre 2014

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2014 (EUR)	2013 (EUR)
Prix d'acquisition		
Prix d'acquisition au début de l'exercice	34 880	33 904
Acquisitions	1 242	-
Cessions	-	-
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	36 122	34 880
Corrections de valeur		
Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	(34 392)	(20 698)
Corrections de valeur de l'exercice	(360)	(5 591)
Reprise de corrections de valeur sur cessions	-	-
Corrections de valeur cumulées à la fin de l'exercice	(34 752)	(34 392)
Valeur comptable nette	1 370	488

3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2014 (EUR)	2013 (EUR)
Prix d'acquisition		
Prix d'acquisition au début de l'exercice	1 109 035	1 035 353
Acquisitions	123 761	167 891
Cessions	(21 918)	(94 209)
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	1 210 878	1 109 035
Corrections de valeur		
Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	(843 630)	(822 456)
Corrections de valeur de l'exercice	(108 851)	(97 541)
Reprise de corrections de valeur sur cessions	20 845	76 367
Corrections de valeur cumulées à la clôture de l'exercice	(931 636)	(843 630)
Valeur comptable nette	279 242	265 405

annexe aux comptes annuels (suite)

31 décembre 2014

NOTE 4 - CRÉANCES

4.1. CRÉANCES RÉSULTANT DE VENTES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

Les créances d'un montant de 178 660,97 EUR (125 443,44 EUR en 2013) se composent essentiellement de deux factures établies et non encore liquidées au 31 décembre 2014 ainsi que d'une avance faite par l'Agence au projet MLI/501 pour lequel les fonds de divers autres bailleurs (note 1 et 2.6) n'avaient pas été perçus au 31 décembre 2014.

4.2. AUTRES CRÉANCES

Les autres créances d'un montant de 36 225,67 EUR (21 661,00 EUR en 2013) se composent des avances payées à l'Administration des Contributions de 14 598,30 EUR, de la TVA à recevoir de 21 536,41 EUR ainsi que du remboursement de la Caisse de Mutualité de 90,96 EUR.

NOTE 5 - COMPTES DE RÉGULARISATION

Le compte de régularisation à l'actif d'un montant total de 88 474,77 EUR (54 953,09 EUR en 2013) se compose :

- des frais payés d'avance par le Siège pour l'année 2015 de 25 654,92 EUR ;
- des frais payés pour divers bailleurs tiers (22 963,60 EUR) et ;
- des factures payées d'avance par nos Bureaux régionaux pour l'exercice 2015 (39 856,25 EUR).

Le compte de régularisation au passif d'un montant de 757 033,25 EUR (138 974,86 EUR en 2013) se compose :

- de la partie du budget des frais de fonctionnement de l'Agence (mis à disposition par l'État luxembourgeois), appelée, mais non déboursée, d'un montant de 703 428,81 EUR TTC ;
- de produits constatés d'avance pour divers autres bailleurs de 42 078,63 EUR ;
- des charges payées d'avance par nos Bureaux régionaux d'un montant de 11 025,81 EUR ;
- d'un produit constaté d'avance d'un client de 500,00 EUR.

NOTE 6 - CAPITAL SOUSCRIT

Le capital souscrit s'élève à 250 000 EUR réparti en 400 parts de 625 EUR chacune.

NOTE 7 - RÉSERVE LÉGALE

Conformément à la loi luxembourgeoise sur les sociétés anonymes, l'Agence affecte un minimum de 5 % de son bénéfice net à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être obligatoire quand la réserve représente 10 % du capital social. Cette réserve n'est pas distribuable.

annexe aux comptes annuels (suite)

31 décembre 2014

NOTE 8 - AUTRES RÉSERVES

Au titre des exercices précédents, l'Agence a demandé la réduction de l'impôt sur la fortune dû au titre de ces mêmes années d'imposition. Pour bénéficier de cette réduction d'impôt sur la fortune, l'Agence s'engage à inscrire en affectation du bénéfice d'une année d'imposition, avant la clôture de l'exercice suivant, à un poste de réserve spécial un montant équivalant au quintuple de la réduction demandée, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent celle au titre de laquelle la réduction a été demandée.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que les opérations éligibles prévues par la loi, par exemple l'incorporation au capital), la cote de l'impôt est augmentée pour l'année d'imposition en question d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

NOTE 9 - RÉSULTATS REPORTÉS

	2014 (EUR)	2013 (EUR)
Résultats reportés au début de l'exercice	552 663,59	552 663,59
Bénéfice de l'exercice précédent	300 108,92	(-)
Résultats reportés à la fin de l'exercice	-	-
Résultats reportés à la fin de l'exercice	852 772,51	552 663,59

L'affectation du résultat de 2013 a été décidée lors de l'Assemblée Générale du 28 mai 2014.

NOTE 10 - AUTRES PROVISIONS

Les autres provisions se composent comme suit :

	2014 (EUR)	2013 (EUR)
Provisions pour litiges	146 285,89	205 754,81
Provisions pour frais de personnel	430 373,85	399 285,83
Provisions pour congés non pris	89 018,61	96 225,91
Provisions pour taxe rémunératoire sur fonds de pension	4 140,57	5 930,77
Provisions pour risques sur divers autres bailleurs (note 2.6)	390 308,00	-
Total autres provisions	1 060 126,92	707 197,32

annexe aux comptes annuels (suite)

31 décembre 2014

NOTE 11 - DETTES NON SUBORDONNÉES

Toutes les dettes ont une durée résiduelle inférieure à un an et ne sont pas couvertes par des sûretés réelles données par l'Agence.

NOTE 12 - FRAIS DE PERSONNEL

Le nombre de personnes employées en moyenne au cours de l'exercice est de 108 salariés au 31 décembre 2014 (115 en 2013) qui se composent en personnel siège, personnel expatrié, personnel local, personnel mis à disposition des projets et programmes et de stagiaires.

NOTE 13 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation pour un montant total de 394 547,86 EUR (259 563,40 EUR en 2013) correspondent à la création d'une nouvelle provision pour couvrir les risques en relation avec les opérations pour divers bailleurs tiers d'un montant de 390 308,00 EUR (note 2.6), à la provision pour litiges en cours de 4 054,95 EUR (184 019,09 EUR en 2013) et à la taxe sur les véhicules de 184,91 EUR (517,08 EUR en 2013).

NOTE 14 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels d'un montant de 35 969,43 EUR (1 199,50 EUR en 2013) correspondent à la régularisation de la TVA pour 2012 et 2013 suite au décompte reçu de l'Administration de l'Enregistrement.

Les charges exceptionnelles d'un montant de 2 414,67 EUR (37 020,92 en 2013) correspondent à des cessions d'actifs pour un montant de 1 072,57 EUR. De plus, l'Agence a annulé des factures établies et non payées de 1 342,10 EUR.

NOTE 15 - MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Au 31 décembre 2014, le montant net du chiffre d'affaires se compose comme suit :

	2014 (EUR)	2013 (EUR)
Fonds mis à disposition pour frais de fonctionnement		
Ministère des Affaires étrangères	*8 881 557,77	9 348 333,12
Divers autres bailleurs (note 2.6)	711 445,19	9 348 333,12
Total du chiffre d'affaires	9 593 002,96	9 348 333,12

* Budget approuvé : 9 693 235 EUR - fonds non appelés : 200 000 EUR – avances non déboursées : 611 677,23 EUR.

annexe aux comptes annuels (suite)

31 décembre 2014

NOTE 16 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Au 31 décembre 2014, les autres produits d'exploitation d'un montant de 1 074 992,22 EUR (1 585 842,48 EUR en 2013) se composent principalement de :

- autres produits : 58 626,06 EUR en 2014 (104 006,28 EUR en 2013) ;
Il s'agit essentiellement de la reprise partielle de la provision pour congés non pris, des cessions d'actifs, indemnités d'assurance et de l'aide à l'embauche de chômeurs âgés par le Fonds de l'Emploi.
- mise à disposition de personnel : 647 189,93 EUR en 2014 (602 699,21 EUR en 2013). Il s'agit du personnel de l'Agence mis à disposition des projets et programmes exécutés pour le compte du Ministère des Affaires étrangères ;
- stagiaires : 369 176,23 EUR en 2014 (351 966,52 EUR en 2013).
Il s'agit du programme Assistant technique junior (ATJ) du Ministère des Affaires étrangères.

NOTE 17 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2014, l'Agence a des engagements sur des baux de location jusqu'à la fin 2018 à Luxembourg de 2 731 822,48 EUR (3 390 034,85 EUR en 2013) et dans nos Bureaux régionaux de 144 537,43 EUR (200 595,80 EUR en 2013).

NOTE 18 - RÉGIME DE PRÉVOYANCE EXTRA-LÉGAL

L'Agence a mis en place, en faveur du personnel, un régime de prévoyance extra-légale comportant les avantages suivants : pension de retraite, invalidité et capital décès. Le régime de prévoyance est géré par une compagnie d'assurance luxembourgeoise contre paiement d'une prime annuelle. L'Agence n'a pas de créances dans ses livres. En 2014 l'Agence a comptabilisé une provision d'un montant de 4 140,57 EUR qui couvre la taxe rémunératoire de 0,9% de 2011 à 2014.

NOTE 19.1 - FONDS DÉBOURSÉS POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT LUXEMBOURGEOIS EN 2014

Durant l'année 2014, l'Agence a mis en œuvre des fonds pour compte de l'État luxembourgeois, destinés au financement de projets bilatéraux de coopération au développement exécutés par l'Agence sur mandat du Ministère des Affaires étrangères (note 1), pour un montant de 81 000 055,35 EUR (79 980 160,95 EUR en 2013), sur mandat du Ministère du Développement durable pour un montant de 400 459,13 EUR (302 314,11 EUR en 2013 avec un solde bancaire au 31 décembre 2014 de 4 609 228,41 EUR (8 336 791,30 EUR en 2013).

annexe aux comptes annuels (suite)

31 décembre 2014

NOTE 19.2 - FONDS DÉBOURSÉS POUR DIVERS AUTRES BAILLEURS EN 2014

Durant l'année 2014, l'Agence a mis en œuvre des fonds sous forme de coopérations déléguées (note 1 et note 2.6) pour un montant de 3 918 854,86 EUR (6 520 512,35 EUR en 2013), avec un solde bancaire au 31 décembre 2014 de 2 966 674,74 EUR (3 894 313,37 EUR en 2013).

Durant l'année 2014, l'Agence a mis en œuvre des fonds pour bailleurs tiers sans lien avec la Coopération luxembourgeoise (note 1 et note 2.6) pour un montant de 4 114 707,51 EUR (1 538 966,86 EUR en 2013), avec un solde bancaire au 31 décembre 2014 de 173 215,73 EUR (87 923,24 en 2013).

NOTE 20 - HONORAIRES D'AUDIT

Les honoraires concernant les prestations facturées durant l'exercice à l'Agence par le cabinet d'audit sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	2014 (EUR)	2013 (EUR)
Contrôle légal des comptes annuels & conseil fiscal	52 540,00	52 540,00
Autres services d'assurance	-	-
Autres services	-	-
Total honoraires d'audit	52 540,00	52 540,00

Ces honoraires sont présentés sous « Autres charges externes » au compte de profits et pertes.

NOTE 21 - RÉSULTAT DE L'EXERCICE

L'exercice 2014 se clôture avec un bénéfice de 7 382,26 EUR après impôts, qui se compose de la différence entre d'un côté les Produits réalisés sur divers autres bailleurs de 711 445,19 EUR (Note 15) et de l'autre côté des Charges connexes de 305 862,52 EUR, des Provisions pour risques et charges de 390 308 EUR et des Provisions pour impôts de 7 892,41 EUR.





LuxDev

A 10, rue de la Grève | BP 2273, L-1022 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | F +352 29 58 58 200 | E ask@luxdev.lu

www.luxdev.lu

